

Nos exportations, vous le savez, comptent pour près du tiers de la production nationale. Aucun grand pays industrialisé ne dépend plus que le Canada du commerce extérieur pour son bien-être économique. Il procure de l'emploi aux plus de 2 millions de Canadiens qui participent à la production et à la distribution de biens destinés à l'exportation. En 1982, le Canada a enregistré un excédent record de \$17,8 milliards au titre de son commerce des marchandises. Fait significatif, le volume d'exportations n'a que marginalement fléchi malgré la récession internationale; la faiblesse de la demande intérieure, très nette, a été responsable d'une forte chute de nos importations. Cette conjoncture a permis de transformer un traditionnel déficit au chapitre de nos échanges d'articles manufacturés en un excédent de \$4,4 milliards.

Les États-Unis demeurent notre principal partenaire commercial - absorbant les deux tiers de nos exportations - et continueront d'être notre plus important débouché. Toutefois, les relents de protectionnisme que l'on perçoit toujours dans l'entourage du Congrès pourraient limiter notre accès à ce marché et nuire considérablement à nos activités commerciales. En toute justice, je dois souligner que la décision annoncée hier par les autorités américaines concernant la question de l'accès du bois d'oeuvre canadien au marché américain contribuera à faire diminuer le niveau d'incertitude qui régnait. La nécessité d'accroître nos exportations et de diversifier nos marchés ne s'est pas évaporée pour autant. Nous avons entamé le processus dès 1971 avec la "troisième option". Plus récemment, nous avons procédé à un exercice détaillé de recensement des marchés les plus prometteurs, compte tenu de nos capacités de production, et avons préparé des plans de marketing que pourront utiliser les entreprises désireuses de poursuivre ces possibilités. À ce jour, des plans d'exportation pour le Mexique, l'Australie, la Corée, le Brésil, la Norvège et le Japon ont été réalisés et distribués. Des plans similaires pour la France, l'Allemagne de l'Ouest, l'Arabie Saoudite et le Venezuela sont sur le métier. D'autres suivront. Le Ministère a bien entendu produit d'autres études et documents qui pourront vous être utiles, quelle que soit la région du monde où vous mèneront vos activités.

Lorsque l'on aborde la question de la diversification des marchés, les pays en développement devraient singulièrement attirer notre attention, tant en raison de l'importance de la capacité d'absorption des uns que du potentiel élevé de croissance des autres. En 1982 par exemple, nos exportations en direction de l'Afrique et de l'Asie, Japon exclu, sont passées à \$9,1 milliards: une augmentation de 12% par rapport au niveau atteint en 1981.